

— POLITIQUES URBAINES ET RECONFIGURATIONS SOCIO-SPATIALES À BELFAST, « L'ESPACE PARTAGÉ » EN QUESTION

Hadrien Herrault, Doctorant - moniteur
Université François-Rabelais de Tours
CITERES, UMR CNRS 7324, équipe IPAPE

Courriel :
hadrien.herrault@univ-tours.fr

RÉSUMÉ

Belfast est une ville au contexte singulier puisqu'elle est considérée par de nombreux observateurs comme 'divisée' entre deux communautés : les unionistes, majoritairement protestants et les nationalistes, majoritairement catholiques. Pour y faire face, des politiques urbaines visent la création d'espaces « neutres » et plus récemment la création d'espaces « partagés ». Cependant, des travaux universitaires émettent des critiques sur certains espaces considérés aujourd'hui comme « partagés » par les pouvoirs publics, qui seraient certes ouverts aux deux communautés, mais traversés par de nouvelles formes d'exclusion sociale. L'objectif de cet article est ainsi d'explorer l'émergence du terme « espace partagé » dans le contexte spécifique de Belfast et les contradictions qu'il peut soulever dans ses différents usages.

MOTS-CLÉS

Divisions, post-conflit, espaces partagés, régénération urbaine, Belfast.

ABSTRACT

Belfast is a singular city as it is considered by many observers as 'divided' between two communities: unionist, prominently composed of protestants and nationalist, mainly catholics. In response, some urban policies support the

creation of «neutral spaces» and more recently of «shared spaces». However, some academic works express critics on areas that are currently considered as «shared spaces» by the government, which would admittedly be open to both communities, yet prone to new forms of social exclusion, centred on tenure and class. The objective of this article is thus to explore the emergence of the term «shared space» in the specific context of Belfast and the contradictions that may arise from these.

KEYWORDS

Divisions, post-conflict, shared space, urban regeneration, Belfast.

—

— INTRODUCTION

Dix-huit ans après les accords de paix du Vendredi Saint qui ont mis fin à près de trente ans de conflits, de nouvelles dynamiques urbaines émergent à Belfast. La régénération de son centre a commencé à la fin des années 1980 et se caractérise par de grands projets urbains (Neill, 2004). Ils suivent des formes assez classiques, que l'on peut retrouver dans de grandes villes du reste du Royaume-Uni, que ce soit la création d'un quartier culturel (quartier de la cathédrale) ou d'un projet emblématique (le quartier du Titanic). L'objectif affiché est d'attirer davantage de capitaux et de répondre au chômage dû à la désindustrialisation et aux conflits communautaires. Bien que ces grands projets aient transformé matériellement la capitale de l'Irlande du Nord, leurs impacts sociaux restent discutables. De nombreux observateurs considèrent toujours Belfast comme divisée entre deux communautés¹: les unionistes, majoritairement protestants et les nationalistes, majoritairement catholiques. Cette division se traduit dans l'espace par une importante ségrégation résidentielle² qui s'était fortement accrue pendant le conflit (Boal, 2002, p. 689). Depuis l'accord de paix, peu de signes de déségrégation apparaissent. Les barrières physiques, appelées « murs de la paix » (figure 1) construits pour « le maintien de l'ordre » (Ballif, 2009, p. 76) et séparer les communautés ont même vu leur nombre augmenter³. Pour répondre à cette division, les aménageurs ont principalement tenté de concevoir des « espaces neutres ». Ces derniers sont des espaces accessibles aux deux communautés où les signes d'appartenance (drapeaux, graffs etc.) sont bannis : *“(Neutral spaces are) based largely in the city centre and waterfront, where public funding for expansion, modernisation, and re-imagine has been justified in part on the creation or consolidation of safe space open to both main traditions for employment, shopping, leisure and residence”* (Gaf-fikin et al., 2008, p. 17). Plus récemment, un rapprochement communautaire

1 Ce travail fait le choix de l'utilisation du terme communauté pour désigner soit les unionistes (majoritairement protestants) défendant l'union avec le Royaume-Uni, soit les nationalistes (majoritairement catholiques) réclamant le rattachement à la République d'Irlande.

2 Le “Good Relations Plan”, document écrit par le Belfast City Council, indique une forte ségrégation résidentielle : *“more than half of the city's population now lives in wards that are either 90% Protestant or 90% Catholic community background”* (Belfast City Council, 2007, p. 6).

3 Au début du conflit, les premières séparations physiques étaient composées de barbelés. Elles ont été ensuite transformées en murs de brique et de béton. Même si le nombre de murs varie selon les sources (Ballif, 2009), il n'a cessé d'augmenter, passant de 22 en 1994, à 37 en 2005 puis 48 en 2009 (Nolan, 2012, p. 72). Ces murs, allant jusqu'à environ 8 mètres de haut, sont vraisemblablement le symbole le plus marquant de la division entre les deux communautés. Ils ne séparent pas la ville en deux mais séparent certains quartiers. Ces murs se situent en majorité à l'ouest et au nord de la ville où l'espace est morcelé en territoires perçus comme unionistes ou nationalistes (voir les travaux de Ballif pour plus de détails (2006, 2009)).

est également souhaité par certaines politiques publiques dites de « bonnes relations » qui tentent de réduire le communautarisme. Ces politiques urbaines utilisent toujours le terme « d'espace neutre » mais également celui « d'espace partagé », traduction de "shared space". Ce dernier se définit comme un espace qui engage ses usagers : *"taken as space that facilitates not just contact, but also engagement, across the divide"* (Gaffikin et al., 2008, p. 17).

Ce travail va justement tenter de problématiser la volonté dans la politique urbaine de créer des « espaces partagés ». Les questions que je pose dans cet article sont les suivantes : quel est le contexte d'émergence de ce terme dans la politique urbaine de Belfast ? Comment s'articulent ses usages avec les rapports socio-spatiaux de Belfast ? Dans un premier temps, l'analyse des politiques urbaines visant la création « d'espace partagé » et d'un quartier perçu comme « partagé » permettra de comprendre leurs difficultés à émerger. Dans un deuxième temps, je tenterai de déconstruire le contexte uniquement communautaire dans lequel les usages du terme « espace partagé » semblent s'inscrire. Cette réflexion permettra de soulever la complexité des rapports sociaux à Belfast et leurs liens avec les nouvelles dynamiques urbaines, au-delà des rapports de nature communautaire.



Figure 1 : Un des « murs de la paix » les plus longs (800 mètres) et les plus hauts (7,5 mètres) séparant un quartier dit nationaliste d'un quartier dit unioniste à Belfast Ouest (Belfast Interface Project, 2011) – Photo Herrault 2016

— LA MONTÉE EN PUISSANCE DE « L'ESPACE PARTAGÉ »

DIFFICULTÉS D'ÉMERGENCE ET GÉNÉRALISATION DU TERME DANS LES POLITIQUES URBAINES

L'espace dit partagé peut être comparé à la mixité sociale qui est devenue dans de nombreux pays occidentaux incontournable : *"Social mix has become a policy imperative over recent decades, its aspiration being to end the existence of the kind of single-class poor neighbourhoods"* (Bridge, Butler, & Le Galès, 2014, p. 1134). Cependant, à Belfast, le terme « espace partagé » dans les politiques urbaines a connu certaines difficultés pour émerger et reste un objet de négociation. Cela est notamment dû au fait que la mixité vise non pas en premier lieu les différentes classes sociales mais les deux communautés qui ont toujours certaines relations conflictuelles. Tout d'abord, l'espace n'était pas pris en compte dans les Accords de paix, qui n'indiquaient aucune mesure contre la division spatiale. Les premières mentions de l'espace dans les documents de réconciliation sont apparues dans le programme gouvernemental « un futur partagé » datant de 2005 (OFMdFM, 2005). Ce programme avait nommé un de ses axes d'action : « revendiquons des espaces partagés ». Le plan d'action de trois ans qui avait suivi proposait par exemple de mettre en place des critères dans les documents de planification pour s'assurer qu'ils soient partagés ou encore des actions pour que des quartiers deviennent « partagés » (OFMdFM, 2006). En dépit de son apparent volontarisme, ce programme rencontra des difficultés politiques quand l'accord de St Andrews a eu lieu en 2006. Cet accord a restauré le parlement nord-irlandais⁴ et le partage du pouvoir par les deux partis politiques majoritaires⁵. Ces deux partis sont aux couleurs des communautés. Il s'agit actuellement du Sinn Féin, nationaliste et du Democratic Unionist Party (DUP), unioniste. Ainsi quand ils sont revenus au pouvoir, et malgré cette obligation de coopérer pour gouverner, le document de réconciliation « *un futur partagé* » ne semblait pas être leur priorité et a été mis de côté :

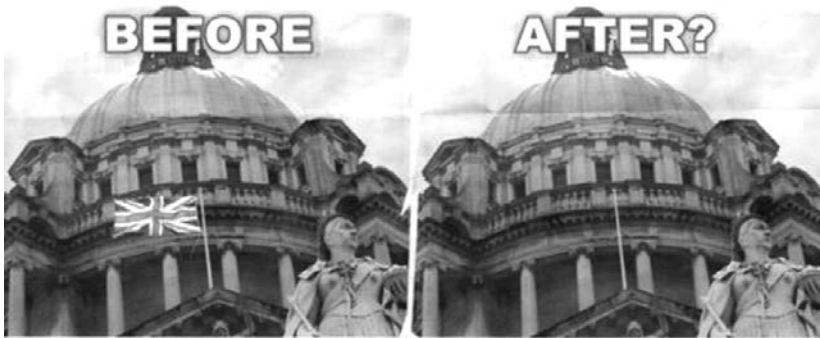
"When the regional Assembly was restored in May 2007 after the St Andrews Agreement, A shared future was quickly dropped as neither the DUP

4 L'assemblée d'Irlande du Nord a été créée par l'accord du Vendredi saint en 1998. Cependant, elle a été suspendue plusieurs fois, notamment de 2002 à 2007. Depuis 2016, le DUP (parti unioniste) a 38 représentants, contre 28 pour le Sinn Féin (parti nationaliste). Seuls trois partis ne se disent ni unioniste, ni nationaliste. Il s'agit du parti vert (2 représentants), du parti *People before profit* (2 représentants) et du parti Alliance (8 représentants).

5 Il s'agit d'une démocratie dite consociative où le premier ministre, représentant une communauté, et le vice premier ministre, l'autre communauté, partagent le pouvoir (power sharing).

nor Sinn Fein saw much political investment in deconstructing their respective territorial constituency base. The replacement strategy, Cohesion, sharing and integration has still not been produced in the intervening two years amid recrimination between the two parties about who is responsible for the delay.” (Murtagh, 2011, p. 1125).

A SHARED FUTURE FOR WHO?



BROUGHT TO YOU BY THE ALLIANCE PARTY?

Figure 2 : Tract du parti politique Unioniste, le DUP, contestant la restriction du pavoiement de la mairie par le Sinn Féin (nationaliste) et Alliance (mixte) (BBC, 2012)

En dépit de ces différends politiques, l'utilisation du terme « espace partagé » s'est généralisée dans les différentes politiques urbaines. Le terme est aujourd'hui utilisé par l'Union européenne dans son programme PEACE, la mairie de Belfast⁶, le bailleur social gouvernemental (NIHE) et toujours par le gouvernement nord irlandais. En 2013, un nouveau document stratégique de bonnes relations communautaires "Together: building a united community" (OFMdFM, 2013) a été publié. Il a annoncé des mesures pour transformer les espaces ségrégués en espaces partagés. Le programme prévoit la création de quatre « villages urbains » et la construction de dix « quartiers partagés »⁷.

6 Le Good Relations Plan, adopté par la mairie de Belfast en 2011, se concentre sur quatre thèmes : "securing shared city space", "transforming contested space", "Developing shared cultural space" and "Building shared organisational space". Ce document fait suite à deux autres Good Relations Plans publiés en 2003 et 2007 par la mairie de Belfast.

7 Traduction de "shared neighbourhood".

Le premier vient d'être inauguré dans le sud-est de la ville et comprend 67 logements (Figure 3). Même si les mesures se développent, leur appropriation locale ne semble pas toujours facile. Le journal *Newsletter* à tendance Unionniste titrait par exemple le 25 mars 2016 "Republican bid to 'mark territory' ahead of Easter" (2016). Cet article, écrit lors des commémorations pour les 100 ans de l'insurrection irlandaise, dénonçait l'apparition de drapeaux irlandais devant un des futurs « quartiers partagés » prévus par le programme. Ce fait, même s'il reste de l'ordre de l'anecdote, confirme les propos de Nagle qui disent qu'un « espace partagé » peut toujours être considéré comme un espace perdu par certaines communautés (Nagle, 2009b, p. 139), un espace laissé, au moins en partie, à l'autre communauté. Ainsi une question reste en suspens : comment l'usage du terme « espace partagé » a pu se généraliser bien qu'il soit contesté ? En effet, le partage du pouvoir, par les deux groupes communautaires depuis l'accord de paix, n'implique pas un partage de l'espace et l'aménagement peut rester une source de conflit. Néanmoins, l'aménagement peut également être vu comme un instrument de réconciliation. Bollens écrivait qu'il permet d'avoir des effets concrets en contexte post-conflit: "*in contrast to negotiated political agreements, urban interventions have more concrete and noticeable effects on peoples' lives.*" (Bollens, 2006, p. 75).



Figure 3 : Logements dits partagés au sud-est de Belfast, où l'on ne trouve aucun signe communautaire - Herrault, 2016

L'EXEMPLE DE BALLYNAFEIGH : UN QUARTIER DIT PARTAGÉ

Prenons maintenant l'exemple d'un quartier résidentiel, Ballynafeigh⁸ (cf figure 5), considéré comme partagé pour analyser l'appropriation des politiques « d'espace partagé ». Je m'appuie ici sur 15 entretiens que j'ai réalisés auprès d'habitants et du responsable de la communauté de Ballynafeigh, et sur des travaux de Murtagh sur ce quartier (Murtagh, 2011; Murtagh & Carmichael, 2005). Le quartier était à l'origine perçu comme unioniste mais il serait aujourd'hui en cours de déségrégation communautaire du fait de l'arrivée d'une classe moyenne émergente principalement nationaliste (Murtagh, 2011). Une des personnes interrogées décrivait Ballynafeigh dans les années 80 : *"I remember coming to here as a student and all the flags were out. So there has been a huge change from when I arrived as a student to now"* (entretien avec un habitant, 2014). Bien situé et bien connecté au centre-ville, à l'université et aux nouveaux projets d'aménagement, Ballynafeigh est considéré d'après mes entretiens comme attractif aux yeux des nouveaux arrivants de Belfast. Le quartier proposerait un style de vie inédit : *"a normal European style lifestyle more than any other part of this troubled city"* (entretien avec un habitant de Ballynafeigh, 2014). Il est aussi attractif pour des habitants plus anciens qui aspirent à vivre dans un quartier non ségrégué, comme l'affirme cet homme qui vivait auparavant à Belfast Ouest, zone la plus touchée par les conflits : *"two of the hunger strikers were from my area. I was 8 during the hunger strike and it was not a good atmosphere to grow up in. I don't want my daughter to experience what I have been through"* (Entretien avec un habitant, 2014). Dans le même temps que ce changement de population, l'image du quartier se transforme. Dans un livret nommé « A Shared Today » datant de 2007, Ballynafeigh est décrit comme « partagé ». Le quartier est également valorisé par des politiques publiques utilisant le terme d'espace partagé. L'association locale, *Ballynafeigh Community Development Association*, a reçu des fonds du « programme pour un quartier partagé » en 2008, lors d'un appel à candidature (NIHE). Ce programme qui a été considéré comme un « succès » par le bailleur social qui l'organisait (Entretien, 2016) a labellisé 30 quartiers Nord-Irlandais comme « partagés ». Ces fonds ont été principalement utilisés dans une logique symbolique afin de valoriser l'image des quartiers. L'engagement de l'association de Ballynafeigh montre sa volonté de s'impliquer dans une politique qui mette fin au communautarisme.

8 Ballynafeigh compte 5928 habitants. Même si le quartier est encore perçu comme unioniste/protestant par certaines personnes, on remarque dans les statistiques que près de 44% de la population s'identifient comme catholiques contre seulement 18% comme protestants (Nisra, recensement de 2011).



Figure 4 : Parade unioniste sur la rue principale de Ballynafeigh – Herrault 2016

Pour autant, Ballynafeigh n'est pas dépourvu de marqueurs communautaires. Les Annadales flats, logements sociaux à l'ouest du quartier, restent « *contrôlés* » par la communauté unioniste (entretien avec un habitant, 2014), ce qui entraîne une distinction (matérielle) entre les parties du quartier non revendiquées communautairement et les parties qui semblent plus défavorisées, où l'appartenance identitaire est omniprésente à travers différents marqueurs (drapeaux, graffitis etc.). Ces deux parties du quartier semblent peu communiquer. Les entretiens que j'ai réalisés ont confirmé les propos de Murtagh (2011) : les nouveaux arrivants (principalement catholiques ou immigrants) ont peu d'interactions avec les anciens habitants, principalement unionistes/protestants, et leur cohabitation n'est pas toujours stable. La volonté d'habiter dans un quartier dit partagé chez les (nouveaux) habitants entraîne souvent un rejet des signes communautaires. Par exemple, en réaction, à l'installation de drapeaux implantés par la communauté unioniste sur la rue commerciale du quartier, une pétition est en ligne depuis 2015 pour les enlever. Cette pétition, signée par 2319 personnes et qui semble venir de la société civile, demande que la police intervienne pour enlever les drapeaux dans les zones mixtes :

"I live in a mixed area and hate the intimidation the flags bring. I do not want my home to be labelled by this.

I think it is disrespectful as I live in a mixed area and these flags make me feel ashamed to call this place my home." (Commentaires laissés sur Change.org 2015)

Cette pétition renforce les propos d'un habitant qui me précisait qu'il n'avait

rien à voir avec les drapeaux qui se trouvent sur les Anadales flats : *“The presence of Union flags is absolutely not a reflection of those currently in the area and the well-educated residents who have moved into the street in the past 10-15 years”* (Entretien avec un habitant, 2014). On assiste ici à une nouvelle forme de distinction sociale. Vivre dans un espace considéré comme mixte ou partagé entraîne un certain, voire un complet, détachement aux références communautaires. La « mixité » ressemble davantage à un rejet des marqueurs communautaires. Ballynafeigh montre qu’on ne décrète pas qu’un quartier est partagé, et que l’appropriation des politiques urbaines reste un objet de négociation. On peut également se demander si cette négociation ne dévoierait pas de nouvelles formes de divisions sociales à Ballynafeigh, voire de nouvelles luttes⁹ pour l’appropriation des places.

— « L’ESPACE PARTAGÉ » AU PRISME DES LECTURES SOCIO-SPATIALES DE BELFAST

DÉCONSTRUIRE LA LECTURE COMMUNAUTAIRE

L’intention des pouvoirs publics de créer des « espaces partagés » semble viser premièrement une mixité de nature communautaire. Cette intention s’accorde à l’organisation de Belfast qui est généralement présentée selon des caractéristiques de même nature : les territoires dits unionistes (principalement à l’est), les territoires dits nationalistes (principalement à l’ouest, excepté Shan-kill qui est unioniste) ou les territoires dits mixtes (majoritairement au sud de la ville). Pourtant, on peut facilement faire l’hypothèse que cette lecture est réductrice car les conflits, comme celui nord-irlandais, tendent souvent à « cacher » le rôle des autres rapports sociaux (et spatiaux). Une interprétation partagée par Yiftachel et Ghanem dans un autre contexte conflictuel : *“The power of religion and ethnic struggle tend to overshadow class politics in ethnocratic societies, although socioeconomic considerations are still central in the shaping of political struggle over resources”* (2004, p. 655).

Aborder les identités communautaires et leurs territoires dans une approche constructiviste permet justement de ne pas figer et réduire la lecture de Belfast. Les identités communautaires sont en effet faites « *de constructions opportunistes, d’armes et de ressources mobilisées dans un dessein économique, politique ou idéologique* »¹⁰ (Di Méo, 2008, p. 6). L’identité d’un territoire peut

⁹ Je me réfère ici à la notion de « lutte des places » de Michel Lussault (2009).

¹⁰ Di Méo se réfère à la notion d’ethnicité pour interroger le rapport identité/espace, une notion qui permet de « décrire, dans une approche dynamique et constructiviste, les situations sociales marquées par les relations interethniques » (Bertheleu, 2007, p. 2).

donc être « l'objet de manipulation par ceux qui la présentent, et se la représentent, au cours d'un affrontement perpétuel dans lequel les représentations de l'espace ne luttent pas à armes égales » (Koebel & Michon, 2009, p. 10). Dans le même temps, les territoires témoignent « d'une appropriation économique, idéologique, sociale et politique de l'espace par des groupes qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes, de leur histoire » (Di Méo, 2002, p. 178) qui permettent de faire perdurer les identités. Les territoires sont finalement perçus comme une matérialisation de l'identité à travers une « collection de lieux (symboliques, patrimoniaux, de mémoire, vécus), agencés en réseaux » (Di Méo, 2008, p. 12), mais l'espace et les rapports sociaux ne peuvent y être réduits. Les relations communautaires sont par exemple nécessairement « imbriquées dans des rapports de genre et de classe » (Bertheleu, 2007, p. 12). Par conséquent, les identités communautaires, bien que perçues comme « naturelles » et leurs territoires comme « *the nation's (exclusive) homeland* » (Yiftachel & Ghanem, 2004, p. 651), peuvent être vus comme des constructions sociales, des processus sociaux évolutifs dans le temps et dans l'espace. Ainsi cette approche dynamique permet de déconstruire toute lecture figée d'un espace et surtout de soulever les relations d'hybridations permanentes entre les groupes sociaux et leurs identités, qui se font et se défont. Il s'agit donc d'appréhender l'espace de façon non uniquement territoriale et communautaire car cette lecture ne représente qu'une partie de la réalité socio-spatiale de Belfast.

Certes, les rapports communautaires sont structurants pour une partie des habitants. La division est d'ordre résidentiel, culturel ou scolaire. On compte par exemple seulement 6,5% d'élèves dans des écoles mixtes en Irlande du Nord (Nolan, 2014, p. 172). Néanmoins, des rapports sociaux prennent également forme dans l'espace selon des critères de classes sociales, de genre ou encore d'âge, même si ces catégories sont peu prises en compte dans les identités tant des habitants, que des producteurs culturels¹¹. Colin Coulter réalisait, dans un livre intitulé *Contemporary Northern Irish society*, la démonstration que le critère de classe ou de genre a toujours eu de l'importance même pendant le conflit: « *Most of the people who have killed during the modern conflict in Northern Ireland have come from working class backgrounds* » (Coulter, 1999, p. 71). Cependant, la classe sociale représente, selon lui, une identité moins importante (Coulter, 1999, p. 72), ce qui implique que ce critère est peu pris en compte quand on décrit Belfast, qui reste souvent cantonnée à une lecture communautaire et territoriale. Dans ce sens, on peut se demander si l'utilisation du terme « d'espace partagé » dans la politique urbaine

11 J'utilise le terme de producteur culturel au sens de Wacquant, Slater, Pereira (2014). Il s'agit de représentants politiques, de journalistes et d'universitaires.

ne resterait pas dans une lecture uniquement communautaire des formes de divisions à Belfast. En effet, le terme reste source d'ambiguïté : *“When interpreted through this prism of ethno-nationalism, the term ‘shared society’ is shaded by ambiguity, referring equally to agreement on living apart as well as living together but differently”* (Graham & Nash, 2006, p. 256). On peut également se demander si l'espace partagé, s'il est uniquement lu sous un angle communautaire, ne permettrait pas aux deux communautés d'exister et ne contribuerait pas à les figer. L'avantage du terme « espace partagé » pourrait être surtout de valoriser une lecture ternaire (unioniste, nationaliste ou mixte) par rapport à une simple lecture binaire (unioniste, nationaliste), mais ce terme ne permettrait pas de dépasser la prise en compte du critère uniquement communautaire dans les politiques urbaines. Blondel mettait justement en garde, dans le contexte de la frontière Serbo/Croate, sur la communautarisation des politiques urbaines en situation post-conflit : *« si l'aménageur porte une attention trop exclusive sur les communautés, il communautarise son propre regard, néglige les autres rapports sociaux qui traversent les relations entre individus et groupes »* (Blondel, 2016, p. 184).

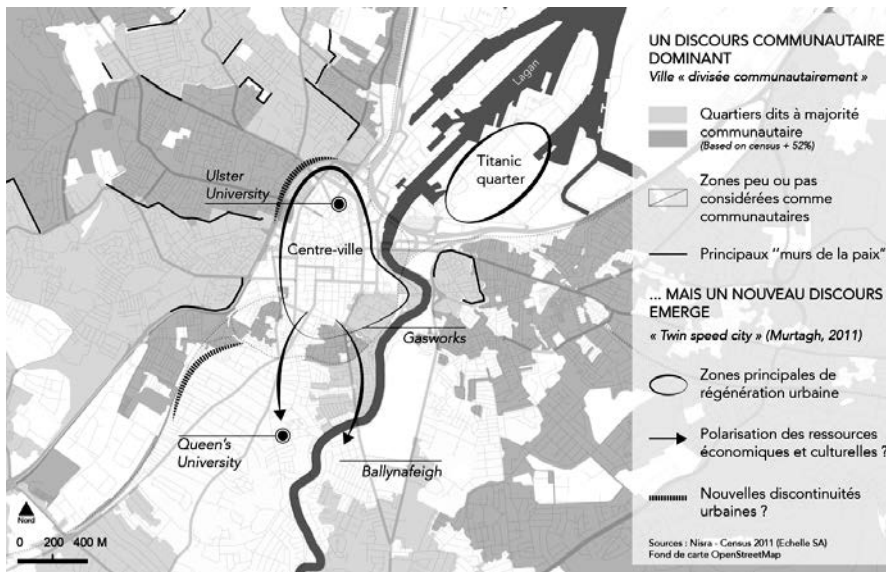


Figure 5 : Carte schématique de Belfast et de ses divisions - Herrault, 2016
 « Espaces partagés » et inégalités sociales

« ESPACES PARTAGÉS » ET INÉGALITÉS SOCIALES

L'utilisation du terme « espace partagé » pour caractériser certaines zones de Belfast a fait émerger des critiques dans des travaux universitaires. Les espaces considérés aujourd'hui comme « partagés » par les pouvoirs publics sont de nombreux espaces conçus comme « neutres » à l'origine, les deux termes étant souvent utilisés de manière interchangeable (O'Dowd & Komarova, 2011, p. 2022). Ces espaces sont principalement des zones résidentielles où leur occupation est perçue comme partagée, mais surtout des zones dédiées à la consommation ou aux loisirs du centre-ville, émergeant du renouvellement urbain, où leur usage est considéré comme partagé. En effet, les pouvoirs publics ("government and agency bureaucracy") considèrent le centre-ville de la sorte : *"the city centre is a 'successful' shared space, a place that is safe and devoid of sectarian paraphernalia"* (Forum for an alternative Belfast, 2011, p. 1). Dans le même sens, le programme gouvernemental de « bonnes relations » datant de 2005 considérait le centre-ville comme partagé (OFMdFM, 2005). Cependant, Graham et Nash disent que « l'espace partagé », prôné dans ce même programme, serait davantage un espace, certes sans discrimination communautaire, mais comprenant d'autres formes d'inégalité :

"Space would become configured as 'normal' capitalist space with 'acceptable' axes of differentiation such as class, income and lifestyle and a neo-liberal accent on personal choice for those possessing the resources to exercise their choice. Unspoken if implicit within the reasoning of A Shared Future lies the assumption that consumerism and a buoyant economy would deconstruct sectarianism, racism and hate." (Graham & Nash, 2006, p. 272).

Dans ce sens, des travaux scientifiques émergent, lisant la ville toujours par le critère communautaire, mais également utilisant des critères économiques et culturels. Les espaces considérés comme partagés par les pouvoirs publics contribueraient à renforcer des inégalités économiques et culturelles en polarisant les ressources découlant de la régénération urbaine. Par exemple, on peut citer le travail de Murtagh (2011) sur ce qui l'appelle le nouveau Belfast. Selon ce chercheur, une ville à deux vitesses émergerait en parallèle des divisions communautaires du fait de la régénération urbaine basée sur une politique néolibérale, principalement concentrée sur le développement d'activités d'affaires et de commerces : *"The city is characterized by new forms of disconnections as social disadvantage and the frictional effects of segregation further exclude the west and north from the economic optimism of the south"* (Murtagh, 2011, p. 1132). Il affirme que l'accroissement de la classe moyenne et l'augmentation des prix de l'immobilier, n'auraient pas permis de dépasser la ségrégation communautaire, notamment dans les zones les

plus défavorisées, et auraient superposé une nouvelle forme de ségrégation de nature socio-économique. L'ouest et le nord de la ville, où la ségrégation communautaire est la plus élevée, sont plus défavorisés que le sud de la ville, davantage mixte communautairement et qui concentrerait les principales retombées économiques de la régénération du centre urbain. Cette nouvelle représentation de l'espace que propose Murtagh invite à re-problématiser la question de la production de l'espace : *"How both the neoliberal and ethnocentric geography of Belfast continue to overlap and fragment the city is a pressing concern and will certainly demand further research in the future"* (Grounds & Murtagh, 2015, p. 4). Ainsi le centre urbain qui est vu comme un « espace partagé » par les pouvoirs publics, peut également être vu comme excluant pour les plus pauvres : *"neutral spaces such as the Cathedral Quarter are far from shared and are becoming increasingly re-orientated around the needs of those that have the ability to pay"* (Grounds & Murtagh, 2015, p. 3). Un article de Nagle va dans un sens similaire en avançant que les richesses de la régénération urbaine ont peu été redistribuées : *"There is little sign that this process (la régénération urbaine) is transforming the deep-rooted problems of poverty, poor mental health and segregated living that afflict the poorest districts of Northern Ireland or the nature of sectarian conflict"* (Nagle, 2009a, p. 188). Finalement, en se demandant qui s'approprié les espaces perçus comme partagés par les acteurs publics, et si on applique une lecture socio-économique, « l'espace partagé » est relativement homogène. Murtagh affirme que le lexique lié à la mixité relève davantage, à Belfast, de la rhétorique. La politique urbaine serait davantage concentrée sur le développement d'un environnement favorable à la croissance (Murtagh, 2008, p. 22). Ces faits confirmeraient une des connotations qui peut être liées à la mixité sociale, celle relative à « *une pure rhétorique, le vocable est engagé dans un discours en apparence vertueux mais en fait duplice.* » (Genestier, 2010, p. 22).

— CONCLUSION

Cet article constitue une entrée en matière théorique et contextuelle pour questionner le lien entre la manière d'aménager l'espace à Belfast et le terme « d'espace partagé ». Le constat dominant est que la ville reste toujours structurée par la ségrégation résidentielle et par un morcellement en territoires communautaires. La création d'espaces dits partagés vise à prendre en compte l'espace dans les politiques dites de bonnes relations, et apporte une rupture dans la manière d'aménager à travers un discours positif. Les mesures, comme la création de logements, sont en effet pensées par les pouvoirs publics pour réduire le communautarisme. Habiter dans un quartier dit

« partagé » sert même parfois d'argument pour une demande de suppression de drapeaux communautaires. Le terme « d'espace partagé », bien que sujet à négociation, semble se diffuser.

Toutefois, il est possible d'estimer que l'émergence de ce terme, notamment dans le discours des pouvoirs publics, ne permet pas de dépasser la lecture uniquement communautaire de Belfast, pourtant réductrice. La diffusion du terme « espace partagé », sous cette lecture unique, pourrait même contribuer à invisibiliser la prise en compte d'autres questions sociales dans les politiques urbaines de la ville. Cependant, d'autres manières d'observer l'espace et sa production émergent et permettent d'en complexifier la lecture. Des chercheurs ont soulevé d'autres formes de divisions socio-spatiales, en lien avec la régénération du centre urbain. Ils affirment que certains espaces considérés comme « partagés » par les pouvoirs publics seraient, certes ouverts aux deux communautés, mais traversés par des nouvelles formes d'exclusion notamment envers les plus défavorisés.

Ainsi, ce travail permet d'établir la problématique de recherche suivante : en quoi l'idée de créer des « espaces partagés » change la manière de penser l'espace ? Qu'est-ce que nous dit la façon dont est formulée et mise en œuvre cette idée sur la manière de produire l'espace à Belfast ? Pour y répondre, l'utilisation du terme « espace partagé » chez les aménageurs sera interrogée dans ses différents usages opératoires et discursifs. Conjointement, il s'agira de se demander quelle est la contribution des producteurs culturels (universitaires, médias, représentants politiques) dans la diffusion de cette manière de penser l'espace, la ville et ses relations sociales. Une attention particulière sera également portée sur la réappropriation et la transformation de ce terme par les habitants et groupes sociaux de Belfast. L'enjeu sera bel et bien d'analyser et de mettre en lumière les rapports de force et stratégies sous-jacents des différents acteurs de la ville quand ils nomment « partagés » des espaces ou des politiques publiques.

— BIBLIOGRAPHIE

Ballif, F. (2006). *Les peacelines de Belfast. Du maintien de l'ordre à l'aménagement urbain (1969-2002)*. Thèse de doctorat à l'université Paris XII Val de Marne.

Ballif, F. (2009). Les peacelines de Belfast, entre maintien de l'ordre et gestion urbaine. *Cultures & Conflits*, (73), 73–83.

BBC. (2012, novembre 13). Alliance Party « disgusted » at DUP/UUP flag policy leaflet.

Belfast City Council. (2007). *Good Relations Plan* (p. 36).

Belfast Interface Project. (2011). *Belfast Interfaces Security Barriers and Defensive Use of Space* (p. 130).

Bertheleu, H. (2007). Sens et usages de « l'ethnisation »: Le regard majoritaire sur les rapports sociaux ethniques. *Revue européenne des migrations internationales*, 23(2), 7-28.

Blondel, C. (2016). *Aménager les frontières des périphéries Européennes. La frontière Serbie/Croatie à l'épreuve des injonctions à la coopération et à la réconciliation*. Thèse de doctorat à l'université François Rabelais, Tours.

Boal, F. W. (2002). Belfast: walls within. *Political Geography*, 21(5), 687–694.

Bollens, S. A. (2006). Urban planning and peace building. *Progress in Planning*, 66(2), 67-139.

Bridge, G., Butler, T., & Le Galès, P. (2014). Power Relations and Social Mix in Metropolitan Neighbourhoods in North America and Europe: Moving Beyond Gentrification? *International Journal of Urban and Regional Research*, 38(4), 1133-1141.

Coulter, C. (1999). *Contemporary Northern Irish society: an introduction*. London ; Sterling, Va: Pluto Press.

Di Méo, G. (2002). L'identité : une médiation essentielle du rapport espace / société. *Géocarrefour*, 77(2), 175-184.

Di Méo, G. (2008). Le rapport identité/espace. Eléments conceptuels et épistémologiques, non publié, HAL Id: halshs-00281929

Forum for an alternative Belfast. (2011). *Shared Space* (p. 10).

Gaffikin, F., Sterret, K., McEldowney, M., Morrissey, M., & Hardy, M. (2008). *Planning Shared Space For A Shared Future. A Research Report for Community Relations Council*. (p. 199).

Genestier, P. (2010). La mixité : mot d'ordre, voeu pieux ou simple argument ? *Espaces et sociétés*, 140-141(1), 21.

Graham, B., & Nash, C. (2006). A shared future: territoriality, pluralism and public policy in Northern Ireland. *Political Geography*, 25(3), 253-278.

- Grounds, A., & Murtagh, B. (2015).** The neoliberalisation of the Cathedral Quarter and its contestations. Paper presented at AESOP Prague Annual Congress.
- Koebel, M., & Michon, B. (2009).** Pour une définition sociale de l'espace. *Construction identitaire et espace, Paris, L'Harmattan*, 39–59.
- Lussault, M. (2009).** *De la lutte des classes à la lutte des places*. Paris: B. Grasset.
- Murtagh, B. (2008).** New spaces and old in 'post-conflict' Belfast. *Divided Cities/Contested States*.
- Murtagh, B. (2011).** Desegregation and Place Restructuring in the New Belfast. *Urban Studies*, 48(6), 1119-1135.
- Murtagh, B., & Carmichael, P. (2005).** *Sharing Place A study of mixed housing in Ballynafeigh, South Belfast* (p. 84). Housing Executive and Queen's University.
- Nagle, J. (2009a).** Potemkin Village: Neo-liberalism and Peace-building in Northern Ireland? *Ethnopolitics*, 8(2), 173-190.
- Nagle, J. (2009b).** The right to Belfast City Centre: From ethnocracy to liberal multiculturalism? *Political Geography*, 28(2), 132-141.
- Neill, W. J. V. (2004).** *Urban planning and cultural identity*. London ; New York: Routledge.
- Newsletter. (2016, mars 24).** Republican bid to 'mark territory' ahead of Easter Rising commemoration.
- Nolan, P. (2012).** *Northern Ireland Peace Monitoring Report - Number 1* (Belfast: Community Relations Council).
- Nolan, P. (2014).** *Northern Ireland Peace Monitoring Report - Number 3* (Belfast: Community Relations Council).
- O'Dowd, L., & Komarova, M. (2011).** Contesting Territorial Fixity? A Case Study of Regeneration in Belfast. *Urban Studies*, 48(10), 2013-2028.
- OFMdFM. (2005).** *A Shared Future. Policy and Strategic Framework for Good Relations in Northern Ireland* (p. 68).
- OFMdFM. (2006).** *A shared future, first triennial action plan 2006 - 2009* (p. 122).
- OFMdFM. (2013).** *Together: building a united community* (p. 116).
- Wacquant, L., Slater, T., & Pereira, V. B. (2014).** Territorial stigmatization in action. *Environment and Planning A*, 46(6), 1270-1280.
- Yiftachel, O., & Ghanem, A. (2004).** Understanding 'ethnocratic' regimes: the politics of seizing contested territories. *Political Geography*, 23(6), 647-676.

